Initiatives ministérielles

terrorisés face à ces nouvelles menaces. Les marchands de ma circonscription de Glengarry—Prescott—Russell, qui est une région frontalière, voudraient simplement avoir l'occasion de faire leurs affaires, d'être capables de gagner leur vie honnêtement. C'est tout ce qu'ils demandent, et je crois que leur demande n'est pas déraisonnable.

En tout cas, je suis sûr que les 113 personnes qui travaillaient chez McIntyre & Dodd, à Hawkesbury, aimeraient avoir un emploi plutôt que d'être sur l'assurance-chômage ou le bien-être social. Ces gens-là aimeraient être capables de gagner leur vie.

Alors, monsieur le Président, j'ose espérer que l'on adoptera ce projet de loi aujourd'hui et qu'il ira au moins dans la bonne direction pour réduire le magasinage transfrontalier. Je conclus encore une fois en répétant ma requête au secrétaire parlementaire.

[Traduction]

Le secrétaire parlementaire —je vous le prédis maintenant —fait une erreur en préconisant l'adoption de cette disposition qui permettra aux grosses entreprises étrangères de vente par correspondance d'utiliser à leur avantage le programme de certification de provenance étrangère.

Si elles veulent un programme de certification de provenance étrangère pour simplifier les choses, soit, mais qu'on ne leur évite pas d'avoir à payer les 5 \$ de frais à la frontière. Si elles veulent que ce programme soit mis en place immédiatement, très bien. Si elles veulent envoyer un chèque à la fin du mois, très bien encore. Je ne m'y opposerai certes pas, mais si vous dites à ces entreprises qu'elles peuvent ne pas avoir à payer des frais que les autres paient, à mon avis, ce n'est pas correct. Voilà le problème, et je le répète une fois de plus au secrétaire parlementaire et aux hauts fonctionnaires du gouvernement qui sont dans le couloir et qui écoutent.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, je prends la parole pour participer au débat en troisième lecture du projet de loi C-74.

Quand mes enfants étaient tout jeunes —j'imagine que tous les parents d'Amérique du Nord ont vécu la même expérience —à la moindre égratignure ou bobo qui ne saignait même pas, ils réclamaient un pansement. Nous nous empressions de poser un petit pansement sur le bobo même en sachant que c'était superflu. Psychologiquement, l'enfant avait besoin d'être rassuré et de voir qu'on s'occupait de lui.

C'est précisément ce que fait ce projet de loi. C'est un tout petit pansement que le gouvernement applique pour essayer de donner l'impression qu'il fait quelque chose

pour stopper les voyages de magasinage aux États-Unis. En réalité, il y a des tas d'autres choses qu'on pourrait faire pour décourager les gens d'aller aux États-Unis acheter des produits de consommation, qu'ils le fassent pour des raisons personnelles comme les gens chez moi qui vont à Duluth (Minnesota), à Superior (Wisconsin) et à Grand Marais (Minnesota), ou comme d'autres gens qui vont acheter ailleurs des produits qui coûtent moins cher que chez eux.

• (1140)

Ce projet de loi traite les symptômes, non le problème. Je suis désolé que le gouvernement ait choisi de ne pas prendre le problème plus au sérieux.

Avant le dépôt du budget fédéral cette année, j'ai écrit au ministre des Finances pour lui offrir quelques suggestions. Entre autres, je lui ai suggéré de mener un projet pilote sur les écarts de prix dans le nord-ouest de l'Ontario pour tenter de savoir à quoi pouvaient bien être attribués les prix plus élevés des produits au Canada.

Par exemple, les poteaux deux sur quatre produits à Thunder Bay à partir de bois canadien se vendent moins cher à Duluth (Minnesota) que si vous les achetez chez Le Castor, qui est situé à un demi-mille de la scierie. J'ai demandé au ministre d'examiner le coût des intrants pour déterminer quelles étaient les conséquences du coût du transport, à combien s'élevait la marge bénéficiaire et quelles répercussions les coûts d'électricité avaient sur les frais généraux engagés pour exercer des activités commerciales dans le nord-ouest de l'Ontario. Je lui ai demandé d'examiner tous les intrants pour savoir si nous pouvions faire mieux et être plus concurrentiels dans certains secteurs.

J'avais fondé mes observations sur la conviction que personne dans le système n'arnaquait les gens et que tous ces coûts étaient légitimes. Le ministre ne m'a jamais répondu.

Toutefois un autre organisme a mené une étude nationale, car lui aussi voulait connaître les causes de cette situation. L'élément clé qu'il a découvert, et que le gouvernement devrait examiner et corriger, c'est le nombre d'intermédiaires dans la chaîne de vente au Canada, comparativement aux États-Unis.

Aux États-Unis, il y a beaucoup plus d'établissements de vente directe aux consommateurs, c'est-à-dire des magasins d'usine. Au Canada, nous passons par deux ou trois intermédiaires, que les produits soient fabriqués ici ou importés. Si le gouvernement voulait réellement enrayer le problème des achats aux États-Unis, il pourrait tenter d'aider les secteurs de la vente au détail, de la fabrication, du transport et de la manutention à réduire leurs coûts.